

le discours du ministre sur le budget, j'ai entendu dire dans les couloirs qu'il allait nous démontrer que notre dette publique n'était que de \$50,000,000.

Sir CHARLES TUPPER: L'honorable député entend-il dire que je n'ai pas bien gardé nom secret ou que M. Johnson ne l'a pas bien gardé? Accepte-t-il ma parole quand je lui déclare que ni directement, ni indirectement, je n'ai eu de rapports avec M. Johnson en aucune manière?

M. JONES (Halifax): Je veux dire que c'est l'honorable ministre qui a mal gardé son secret.

Sir CHARLES TUPPER: A quoi l'honorable député veut-il en venir?

M. JONES (Halifax): Je savais trois ou quatre jours à l'avance que l'honorable ministre devait se servir de ce fameux argument.

Sir CHARLES TUPPER: Je suis allé trouver l'honorable député d'Oxford-Sud de l'autre côté de la Chambre pour lui dire que j'allais traiter cette question. Je n'avais pas l'intention d'en faire un secret. Je désirais beaucoup que l'honorable député d'Oxford-Sud fût présent, et je l'en ai averti. Il n'y avait pas de nécessité de garder la chose secrète.

M. JONES (Halifax): Si on considère l'aide que M. Johnson donne aux députés de la droite, il était assez naturel de supposer qu'il avait eu des rapports avec le ministre des finances à ce sujet. Dans tous les cas, tout ce que je veux dire, c'est que je considère ce travail comme tout à fait inutile, et je crois que toute statistique venant de M. Johnson ne recevra pas beaucoup de créance.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: L'honorable député qui siège derrière moi a attiré mon attention sur le sujet de ce débat. Je ne veux pas faire une déclaration fautive, mais j'expliquerai ce qui a probablement donné lieu à l'erreur. Si vous référez au rapport du commerce et de la navigation, vous verrez qu'en 1873 les importations ont été de \$128,000,000, et sur ce chiffre il a été entré pour consommation \$127,500,000, ce qui ne laisse qu'un demi-million qui n'a pas été entré pour consommation. En dépit de ce fait, dans cette même année nous voyons dans une autre partie du rapport que nous avons importé \$9,500,000 de marchandises étrangères et pour \$10,500,000 l'année suivante. Cela prouve évidemment que ce qui était entré nominale-ment pour consommation était en réalité des marchandises passant en transit.

M. PATERSON (Brant): J'aimerais à demander pourquoi le tableau des exportations du Canada est pris des rapports des Etats-Unis, et celui des importations des rapports de l'Amérique Britannique du Nord. Pourquoi ne pas se servir de nos propres rapports du commerce pour préparer ces tableaux.

M. BOWELL: En consultant les rapports des Etats-Unis, on verra que les exportations de ce pays au Canada sont beaucoup plus considérables que ne l'indiquent nos importations. Ils ont un meilleur système de vérification pour leurs importations, et je vais vous en donner un exemple. Si on regarde à l'article du lard, on verra par les rapports des Etats-Unis qu'il en a été exporté 34,000,000 de livres au Canada, tandis qu'en fait, nos rapports ne mentionnent qu'environ 10,000,000 de livres d'importées des Etats-Unis. Voici comment la chose a lieu: Ils exportent du lard par voie ferrée de Chicago, *via* Sarnia et Montréal, et de là en Europe, et ces marchandises sont entrées à Chicago comme exportées au Canada. Les trains arrivent à la frontière, et nos officiers de douane constatent tout simplement que le sceau est intact, puis les trains continuent jusqu'à Montréal, où le sceau est brisé, et le lard est aussitôt mis à bord d'un navire et expédié à sa destination de l'autre côté de l'océan. Il n'y a pas d'entrée qui constate ce fait dans nos rap-

ports du commerce et de la navigation, pour la raison toute simple que nous ignorons la quantité exacte de lard que contient chaque wagon, et que nous n'avons pas d'intérêt à le savoir. J'ai envoyé des circulaires aux inspecteurs pour voir s'il était possible d'adopter un moyen d'indiquer dans nos prochains rapports du commerce et de la navigation, la somme exacte du commerce de transit qui se fait dans le pays. J'ai constaté que la chose est à peu près impraticable, à moins que nous examinions chaque wagon qui entre dans le pays, pour nous assurer de la quantité qu'il contient et en faire l'entrée. Je sais qu'aux Etats-Unis on a un système au moyen duquel on essaie, autant que possible, d'arriver à préciser ces faits; mais vous verrez, qu'après tout, ce sont de simples conjectures.

M. PATERSON (Brant): Mes observations ont plutôt porté dans un autre sens, précisément dans le sens opposé. En prenant le point de vue opposé, on constate que les rapports américains sont presque exacts, et c'est ce tableau dont nous nous servons ici pour nos exportations aux Etats-Unis, pris des rapports américains, et non pas leurs exportations au Canada. Le ministre prétend qu'il y a une différence entre leurs entrées d'exportation et nos entrées d'importation. Je n'ai pas le temps de vérifier la chose, et nous devons accepter sa prétention sujette à examen.

Somme additionnelle nécessaire pour couvrir les frais d'habillement et d'entretien des patients du district de Kéwatin, internés dans l'asile des aliénés du Manitoba \$3,500

M. MITCHELL: Est-ce que nous pourvoyons à l'entretien des aliénés de Kéwatin?

Sir JOHN A. MACDONALD: Oui. Les aliénés du Nord-Ouest sont à la charge du gouvernement du Canada. Le Canada n'a pas d'asile dans le Nord-Ouest, et les aliénés sont envoyés à l'asile du Manitoba, où nous payons pour leur nourriture et leur logement.

Nouvelle somme pour payer d'autres ouvrages nécessaires en rapport avec la réserve de Hot Springs, près de la station de Banff..... \$8,782.64

M. JONES (Halifax): Je trouve étrange qu'on ait demandé un mandat du gouverneur général pour une dépense comme celle-ci. J'ai toujours été opposé à ces dépenses sur des terrains publics. Je ne crois pas que nous ayons le droit d'établir et d'entretenir un parc à Banff, pour l'avantage de cette partie du pays ou de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique. Si elle veut attirer du monde sur sa ligne, qu'elle fasse les dépenses elle-même.

Sir JOHN A. MACDONALD: Quant aux avantages du parc de Banff, je laisserai cela à l'honorable député de Perth-Sud.

M. JONES (Halifax): Il n'est pas compétent.

Sir JOHN A. MACDONALD: D'après le mémoire que je possède sur ce crédit, au 1er juillet dernier, la somme disponible pour le parc des montagnes Rocheuses était de \$30,829. L'intention était d'employer cette somme de manière à réserver \$4,000 ou \$5,000 pour mettre les chemins en bon état de réparation au printemps suivant. Mais le défunt ministre (M. White) ayant visité le parc et consulté le surintendant, décida qu'il serait de l'intérêt public de hâter la construction d'un chemin de huit milles jusqu'au lac de la Tête du Diable, l'une des plus grandes attractions du parc. Il jugea aussi à propos de construire un réservoir et des conduits pour distribuer l'eau des sources thermales aux hôtels et aux maisons de bains sans autre délai. L'eau est fournie à ces hôtels moyennant loyer.

M. MITCHELL: En avez-vous bu?

Sir JOHN A. MACDONALD: Oui.

M. MITCHELL: Est-elle agréable au goût?

Sir JOHN A. MACDONALD: Pas absolument. Je ne soupire pas après. Nous croyons sincèrement que toutes